

# Les nouvelles classes populaires

Par *Pierre Gilbert*

---

**Un ouvrage collectif dresse un panorama des classes populaires dans la France d'aujourd'hui. Les sociologues montrent que, si la catégorie conserve sa pertinence conceptuelle, son flou descriptif entretient aussi les instrumentalisation politiques.**

---

**Recensé :** Yasmine Siblot, Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet et Nicolas Renahy, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015.

La société française contemporaine est-elle structurée en classes sociales ? Et comment décrire la population, statistiquement majoritaire, composée des ouvriers, des employés et des petits indépendants (commerçants, artisans et agriculteurs) ? Est-il pertinent, encore aujourd'hui, de parler de classes populaires ? Voici une série de questions sociologiques fondamentales, qui animent un grand nombre de recherches empiriques. L'ampleur du questionnement suscite pourtant le plus souvent des travaux éparpillés, focalisés sur une dimension du problème, ne permettant d'offrir que des réponses partielles et insuffisantes. L'impressionnant ouvrage que proposent les cinq auteurs de *Sociologie des classes populaires contemporaines* est, dès lors, fort bienvenu. À la suite d'autres entreprises récentes de synthèse, mais dans des formats plus succincts<sup>1</sup>, il apporte une contribution déterminante aux débats contemporains sur les classes populaires et sur la structure sociale dans la France contemporaine.

Le livre se présente d'abord comme un manuel<sup>2</sup> et en a toutes les qualités. Mobilisant une impressionnante bibliographie, il décrit de façon thématique un grand nombre de travaux, expose en détail de multiples données statistiques et études de cas, à l'appui de tableaux et

---

<sup>1</sup> Voir en particulier Gérard Mauger, « Les transformations des classes populaires en France depuis trente ans », in Cours-Salies, Lojkin et Vakaloulis (dir.), *Nouvelles luttes de classe*, Paris, Presses universitaires de France, 2006, p. 29-42, et Philippe Alonzo et Cédric Hugrée, *Sociologie des classes populaires*, Paris, Armand Colin, 2010.

<sup>2</sup> Publié dans la collection « U », chez Armand Colin.

d'encadrés contenant de longs extraits d'entretiens. Ces illustrations permettent d'incarner les analyses, mais ont aussi une fonction d'administration empirique de la preuve, au service du questionnement théorique qui guide l'ouvrage. Car ce livre est aussi bien plus qu'un manuel : il s'agit d'un ouvrage de recherche, qui pose la question de l'existence des classes populaires dans la société contemporaine à partir d'un matériau empirique inédit, formé par le rassemblement d'un grand nombre d'enquêtes de terrain, offrant ainsi un regard renouvelé sur la structure sociale contemporaine. Résumer les 300 pages très denses de cet ouvrage, qui elles-mêmes synthétisent de multiples travaux, est évidemment malaisé. On retiendra ici ses principaux apports : une clarification théorique sur la notion et une mise en perspective du regard porté sur ce groupe social par les sciences sociales ; ainsi qu'un triple questionnement sur les transformations des frontières entre classes sociales, sur la question de l'unité ou de l'éclatement du groupe, et sur les rapports avec les autres classes.

## **Définir les classes sociales « sur leurs deux jambes »**

Alors que cette notion fait l'objet d'usages multiples et souvent flottants, le premier intérêt de l'ouvrage réside dans la clarification théorique et conceptuelle de la notion de classes populaires. Reprenant les propositions désormais classiques d'Olivier Schwartz<sup>3</sup>, les auteurs définissent les classes populaires par la combinaison de deux types de propriétés : des propriétés de position sociale et des propriétés de type « culturologique ». Les classes populaires sont, d'une part, un groupe occupant une position dominée dans l'espace social, sur le plan économique comme symbolique, et dont les « chances de vie », au sens de Max Weber, sont similaires et limitées. D'autre part, elles se caractérisent par la possession de traits communs en termes de culture, de modes de vie et de représentations (le modèle des univers culturels séparés ou ségrégués décrit par Richard Hoggart<sup>4</sup> servant ici de référence). Partant de cette définition où les classes sociales « marchent sur leurs deux jambes »<sup>5</sup>, le livre interroge la pertinence du concept de classes populaires dans la société française contemporaine.

## **Mutations de la structure sociale et changement du regard des sciences sociales**

Au cœur de l'analyse se trouve la question des mutations historiques de ce groupe social, par comparaison à la classe ouvrière telle que les sciences sociales l'ont donné à voir au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. La grille de lecture classiste forgée dans les décennies d'après-guerre,

---

<sup>3</sup> Olivier Schwartz, *La notion de « classes populaires »*, habilitation à diriger des recherches, 1998 – republiée partiellement dans « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées*, 13 septembre 2011, URL : <http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>.

<sup>4</sup> Richard Hoggart, *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Éditions de Minuit, 1970.

<sup>5</sup> Christian Baudelot et Roger Establet, « Classes en tous genres », in Maruani (dir.), *Femmes, genre et sociétés : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2005, p. 38-47.

focalisée sur le monde ouvrier, a été largement concurrencée à partir des années 1980 par d'autres paradigmes, en particulier celui de la constitution d'une vaste classe moyenne englobant l'essentiel du corps social (moyennisation) puis celui d'un processus de dualisation de la société, qui serait désormais structurée par une opposition entre inclus et exclus, stables et précaires (thèmes de l'exclusion puis de la vulnérabilité). Le succès de ces paradigmes tient aux transformations profondes de la structure sociale depuis les années 1950, mais également à l'épuisement et aux limites du modèle théorique qu'ils viennent concurrencer : celui d'une classe ouvrière homogène, intégrée et mobilisée, qui dominait la sociologie des années 1950-1970.

L'analyse des mutations de ce groupe social est en effet indissociable de celle des transformations du regard que les sciences sociales portent sur lui. À la suite de deux ouvrages pionniers – *La culture du pauvre* de Richard Hoggart et *La Distinction* de Pierre Bourdieu – qui introduisent cette notion dans les années 1970, de nombreux travaux vont progressivement rompre avec la sociologie d'après-guerre. Alors que cette dernière, à partir d'enquêtes centrées sur le travail et les mouvements sociaux, se concentre sur les hommes blancs ouvriers de la grande industrie (avec quelques figures emblématiques : mineurs, métallos, etc.), ces recherches s'intéressent à d'autres composantes du groupe (femmes, immigrés, employés, etc.) pour souligner l'hétérogénéité des classes populaires (d'où l'usage du pluriel), mais aussi sur d'autres dimensions de leur existence, en particulier leurs activités hors-travail et leur vie privée. En retraçant la constitution progressive de cette sociologie des classes populaires, l'ouvrage montre, à rebours d'une représentation courante qui associe les années 1980 et 1990 au déclin des analyses en termes de classes et les années 2000 à leur « retour »<sup>6</sup>, que les années 1980 et 1990 sont une période de foisonnement et de renouvellement profond des cadres d'analyse des classes populaires, dont les acquis forment l'ossature des nombreuses enquêtes conduites au cours des quinze dernières années<sup>7</sup>. Ce changement de regard, qui écorne l'image idéalisée d'une classe ouvrière passée unifiée et mobilisée, amène à un constat nuancé quant à l'évolution historique des frontières entre classes sociales.

---

<sup>6</sup> Sur ce point, on pourra consulter la mise en perspective éclairante de Frédéric Lebaron : « L'éternel retour du "retour des classes sociales" », *Revue Française de socio-économie*, vol. 10, n° 2, 2012, p. 281-287. Ce regain d'attention est d'ailleurs avant tout caractérisé par l'intérêt pour les classes populaires : cf. Jean-Luc Deshayes, « Le retour des classes est "populaire" à l'Association française de sociologie », *Savoir/Agir*, n° 34, 2015, p. 45-54.

<sup>7</sup> Parmi les travaux qui opèrent cette rupture, qu'il est impossible de citer ici intégralement, celui de Claude Grignon et Jean-Claude Passeron (*Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard / Le Seuil, 1989) occupe une place centrale. Au risque d'en oublier un grand nombre, citons également : Olivier Schwartz, *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, Presses universitaires de France, 1990 ; Florence Weber, *Le Travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, Inra Ehess, 1989 ; Danièle Kergoat, *Les Ouvrières*, Paris, Le Sycomore, 1982 ; Gérard Noiriel, *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIXe-XXe siècle*, Paris, Le Seuil, 1988 ; ou encore Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière: enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999.

## **Effacement ou déplacement des frontières de classe ?**

Un premier débat porte sur la question du maintien d'une frontière entre les catégories populaires et les classes moyennes et supérieures. D'un côté, il faut souligner l'importance des transformations de la structure sociale et le brouillage des frontières entre classes qui en résulte. Une série de mutations a progressivement conduit à rompre le relatif isolement social des classes populaires. L'existence de territoires populaires homogènes et tournés sur eux-mêmes s'est trouvée fragilisée par l'éloignement entre emploi et lieu de résidence, de même que par la progressive déségrégation urbaine qui touche désormais de vastes franges des ouvriers et des employés<sup>8</sup>. La massification scolaire a modifié en profondeur les conditions de socialisation de la jeunesse populaire et suscité la mobilisation des familles autour de l'enjeu scolaire. Le travail a lui aussi subi de profondes mutations : la forte hausse des revenus pendant les Trente Glorieuses a permis la « déprolétarianisation » des salariés subalternes, avec l'accès à la consommation de masse et l'amélioration très nette des conditions de logement. Enfin, si le poids des catégories populaires dans la population a peu évolué depuis les années 1960, le déclin de la part des ouvriers au profit des employés s'est traduit par la croissance des emplois « relationnels », marqués par des situations de contact avec les membres d'autres classes sociales, formant autant de contextes favorables à l'acculturation des classes populaires. De ce point de vue, en termes de position sociale comme de styles de vie, un rapprochement s'est opéré entre classes populaires et classes moyennes et supérieures.

D'un autre côté, si la notion de classes populaires conserve toute sa pertinence, c'est que ces évolutions bien réelles ne sont pas synonymes d'une fusion avec les autres classes sociales. D'une part, le constat des mutations des styles de vie populaires ne signifie pas l'abolition de la distance avec ceux des autres groupes sociaux : ces derniers ne sont pas statiques et connaissent dans le même temps des évolutions, alimentées notamment par des logiques de distinction vis-à-vis des groupes occupant une position inférieure dans la hiérarchie sociale. Ce mécanisme, présent pour de nombreuses dimensions des styles de vie, est bien illustré par l'évolution des temps sociaux. Depuis les années 1980, les classes populaires ont en effet connu une diminution de leur temps de travail et une transformation des usages du temps libre, avec le développement des pratiques de sociabilité à domicile, auxquelles elles étaient auparavant rétives et qui étaient plutôt la marque des catégories supérieures. Dans le même temps, les cadres ont vu leur temps de travail augmenter et leurs sociabilités alimentaires se déplacer vers l'extérieur du logement. La distance avec les temps sociaux des classes populaires s'est donc métamorphosée, mais n'a pas disparu.

D'autre part, si la multiplication des occasions de contact avec les classes moyennes et supérieures est un facteur de transformation des goûts et des pratiques populaires, cette

---

<sup>8</sup> Edmond Préteceille, « La France n'est pas une société d'apartheid », entretien par Anaïs Collet et Clément Rivière, *Métropolitiques*, 16 septembre 2015. URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-France-n-est-pas-une-societe-d.html>.

acculturation ne signifie pas nécessairement l'assimilation ou la fusion avec les styles de vie de ces groupes sociaux. L'acquisition populaire des objets, pratiques ou symboles des groupes supérieurs repose en effet fréquemment sur des « appropriations hétérodoxes »<sup>9</sup>, qui consistent en une réinterprétation, à partir des codes de la culture populaire, des normes des groupes sociaux dominants. C'est le cas par exemple de la norme éducative des classes moyennes et supérieures valorisant la communication et la négociation avec les enfants. Sa diffusion chez les pères ouvriers et employés se traduit certes par une plus grande attention accordée à l'explication et au dialogue, mais aussi par le maintien de l'affirmation de l'autorité paternelle et par le rejet d'un « modèle égalitaire et négociateur [dont ils] fustigent l'hypocrisie sociale, car il n'est pas adapté à la hiérarchie des rapports sociaux dont ils font eux-mêmes l'expérience, notamment dans le monde du travail » (p. 144).

On assiste donc moins à un effacement des frontières de classe qu'à leur déplacement. De surcroît, la tendance au décloisonnement culturel des classes populaires cohabite avec des processus inverses, qui viennent renforcer la spécificité de position et préserver l'autonomie culturelle relative du groupe. À l'appui des enquêtes de sociologie du travail, les auteurs soulignent d'abord la proximité grandissante entre employés et ouvriers, qui partagent une condition laborieuse commune, celle du salariat subalterne. Distincte des autres catégories de travailleurs, celle-ci est marquée par des tâches usantes, physiquement et psychologiquement, une organisation subie du temps de travail (sous la pression de la hiérarchie, mais aussi des clients et des usagers), qui affecte les vacances et les week-ends, mais aussi les revenus, les écarts avec classes supérieures s'étant fortement accrus depuis les années 1980. L'absence de perspective de promotion professionnelle, la raréfaction des chances d'accès à la petite fonction publique et à certains statuts d'indépendants donne à « cette expérience de la subordination au travail la consistance d'une condition commune » (p. 300).

Cette communauté de position affecte de diverses façons les styles de vie. Elle se traduit par des inégalités en matière de santé (moindre espérance de vie, mauvaises conditions de santé aux âges élevés, prévalence de l'obésité, etc.), de consommation, de loisirs ou de départs en vacance. De même, les mutations du système scolaire n'ont pas aboli la distance entre les logiques de socialisation scolaires et familiales à l'origine de la moindre réussite des enfants de classes populaires, l'allongement de la scolarité s'étant accompagné d'une segmentation des parcours : la filière professionnelle s'est ainsi spécialisée dans l'accueil des enfants de classes populaires, appelés à devenir eux-mêmes ouvriers ou employés. Si la culture populaire n'est plus caractérisée par la même identité et le même isolement que dans les années 1950, le maintien d'une relative autonomie culturelle s'observe cependant toujours aujourd'hui dans plusieurs domaines, à travers certains traits du familialisme populaire (entraide directe plutôt que monétaire, pratiques de fécondité et de nuptialité spécifiques), du localisme ou encore des loisirs, qui sont plus informels, se déroulent dans l'entre-soi de classe et à distance des pratiques culturelles légitimes.

---

<sup>9</sup> Daniel Thin, « Milieux populaires et logiques socialisatrices dominantes : une analyse de la confrontation », habilitation à diriger des recherches en sociologie, université Lumière Lyon 2, 2010.

## Des classes populaires écartelées, mais pas éclatées

Au delà des frontières avec les autres classes, se pose également la question de l'unité et de l'homogénéité du groupe. Les auteurs soulignent ici la multiplicité des clivages internes : en fonction du travail (ouvriers et employés, qualifiés et non qualifiés, stables et précaires), du sexe, de l'origine (immigrés et non-immigrés) ou encore du lieu de résidence (locataires et propriétaires ; cités, espaces périurbains et espaces ruraux). Ces tendances au fractionnement sont alimentées par les processus d'acculturation, qui touchent avant tout les fractions les plus favorisées des classes populaires, dont les pratiques et les représentations tendent à s'éloigner de celles des fractions précaires. La vie sociale des classes populaires est structurée par des logiques de distinction, notamment dans la sphère du travail, avec la mise à distance des précaires, mais aussi des étrangers et des pauvres qui « profiteraient » des aides sociales que les travailleurs contribueraient à financer, ou encore dans la sphère du logement, avec l'éloignement et la condamnation des cités HLM. Cette différenciation interne ne répond cependant pas seulement à une opposition entre le haut et le bas des classes populaires. Elle suit également d'autres lignes de clivage, comme celle entre hommes et femmes, qui prend une forme spécifique au sein du groupe en raison notamment de la segmentation sexuée des emplois subalternes, ou encore entre des fractions « orientées culturellement » et d'autres qui valorisent davantage l'acquisition matérielle et le capital économique.

Ces logiques de fractionnement ne permettent cependant pas de conclure à un éclatement des classes populaires. D'une part, les auteurs soulignent que ces différents clivages ne se superposent pas, leur entrecroisement empêchant d'identifier au sein des mondes populaires des groupes distincts. La logique de synthèse qui guide l'ouvrage, en regroupant de nombreuses enquêtes, permet ainsi d'opposer un argument décisif aux thèses de l'éclatement du groupe : alors que ces dernières s'appuient souvent sur un éclairage empirique partiel et concluent hâtivement à l'existence de groupes séparés à partir de l'analyse d'un seul critère (ethno-racial, territorial, professionnel, etc.), la logique cumulative du livre permet de souligner la diversité et la non-superposition des logiques de division des classes populaires. D'autre part, ces processus de différenciation – qui n'ont rien d'une nouveauté historique<sup>10</sup> – coexistent avec les logiques d'unification évoquées plus haut, dont on trouve une manifestation exemplaire dans la prégnance des alliances matrimoniales homogames au sein des classes populaires. Toutefois, si la démonstration d'un écartèlement sans éclatement est convaincante, on pourra regretter que l'ouvrage n'engage pas un débat plus frontal avec les thèses, récemment importées des travaux états-uniens, sur l'*underclass* et la « culture de la pauvreté », selon lesquelles un sous-groupe précaire, avec une position sociale et une sous-culture propre,

---

<sup>10</sup> C'est même un trait fondamental des classes populaires telles que les dépeignent Richard Hoggart (*op. cit.*) ou Norbert Elias et John Scotson (*Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris Fayard, 1997).

se détacherait désormais clairement du reste des classes populaires, thèse dont la déclinaison urbaine est le phénomène supposé de « ghettoïsation »<sup>11</sup>.

## Rapports de classe et politisation

Ce portrait des classes populaires contemporaines se poursuit avec la prise en compte d'une troisième dimension, qui définit une classe sociale par les relations qu'elle entretient avec les autres groupes sociaux. L'étude des rapports des classes populaires aux institutions et à la politique conduit là aussi à des conclusions nuancées. Si l'intervention des pouvoirs publics auprès des classes populaires tend à renforcer l'unité du groupe, en raison de la distance subjective qu'elle crée au sein des classes populaires vis-à-vis d'un monde perçu comme éloigné, dans le même temps les reconfigurations de l'État social autour d'une logique assistancielle alimentent les clivages internes, la mise en accusation des « assistés » étant de plus en plus intériorisée par les fractions stables du groupe. Ces rapports de classe se mesurent également dans les rapports avec les représentants politiques. De ce point de vue, la principale transformation depuis le milieu du XX<sup>e</sup> consiste moins dans la disparition d'un « vote de classe » marqué à gauche (qui n'a jamais concerné qu'une fraction du groupe) que dans la distance croissante avec les partis politiques et le champ du pouvoir, qui se manifeste dans l'abstention massive lors des scrutins électoraux. Cette évolution majeure renforce à la fois l'unité du groupe et la frontière avec les autres classes sociales. L'expérience de la domination et les faibles perspectives d'avenir ne coagulent pourtant pas dans une conscience collective. Si la proximité des styles de vie, le partage d'une condition et d'une position commune dans la structure sociale, ainsi que l'expérience partagée des rapports à l'État et au politique permettent de décrire les classes populaires contemporaines comme une « classe sur le papier », le contexte historique ne fait pas d'elles, à l'inverse d'autres classes ou fractions de classes, une « classe mobilisée »<sup>12</sup>.

Publié dans [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr), le 16 novembre 2016.

---

<sup>11</sup> Sur ce point, voir par exemple Louis Chauvel, « Le renouveau d'une société de classe », in Paul Bouffartigue (dir.), *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Dispute, 2004, p. 55-71 ou Nicolas Duvoux, « Repenser la culture de la pauvreté », *La Vie des idées*, 19 juillet 2011, URL : [www.lavedesidees.fr/La-culture-de-la-pauvrete.html](http://www.lavedesidees.fr/La-culture-de-la-pauvrete.html). Et pour une approche territoriale, voir Didier Lapeyronnie, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Robert Laffont, 2008 ; et pour une critique : Pierre Gilbert, « "Ghetto", "relégation", "effets de quartier". Critique d'une représentation des cités », *Métropolitiques*, 9 février 2011. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Ghetto-relegation-effets-de.html>.

<sup>12</sup> Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, 2007 ; Pierre Bourdieu, « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1984, vol. 52-53, p. 3-14.